

**JOURNAL OFFICIEL**  
**DE LA**  
**RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE**  
**DE**  
**MAURITANIE**

**BIMENSUEL**  
*Paraissant les 15 et 30*  
*de chaque mois*



**2 Rajab 1414**  
**15 décembre 1993**

**35<sup>e</sup> année**

**Sommaire**

**I. - LOIS ET ORDONNANCES**

**II. - DÉCRETS, ARRÊTÉS, DÉCISIONS**

**Premier Ministère**

*Actes réglementaires*

23 novembre 1993 ... Décret n° 93-113 abrogeant et remplaçant le décret n° 77-066 du 17 mars 1977 portant d'un établissement public à caractère administratif dénommé "Parc National du Ba" n° 79-275 du 6 octobre 1979 modifiant le décret n° 77-066 du 17 mars 1977.....

**Ministère de la Défense Nationale**

*Actes divers*

20 novembre 1993 ... Décret n° 134-93 portant promotion définitive d'un officier de la Gendarmerie Nationale

**Ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications**

*Actes réglementaires*

11 novembre 1993 ... Décret n° 93-110 portant convocation du collège électoral et fixant le calendrier du des conseils municipaux.....

*Actes divers*

23 novembre 1993 ... Arrêté conjoint n° R-160 portant désignation des membres des commissions administratives des listes candidates.....

**Ministère du Plan***Actes divers*

- 23 novembre 1993 .. Décret n° 93-112 portant agrément de la Société Mauritano-Espagnole d'Industrie et de Commerce au régime des entreprises prioritaires du Code des Investissements. ....
- 23 novembre 1993 .. Décret n° 93-114 portant agrément de l'Éts MOHAMED MAIMOUD OULD BABAI au régime des entreprises prioritaires du Code des Investissements. ....
- 23 novembre 1993 .. Décret n° 93-115 portant agrément de la Société de Conditionnement des dattes (S.C.D.) au régime des entreprises prioritaires du Code des Investissements. ....
- 23 novembre 1993 .. Décret n° 93-116 portant agrément de la Société de Laiterie de Mauritanie au régime des entreprises prioritaires du Code des Investissements. ....

**Ministère de l'Équipement et des Transports***Actes réglementaires*

- 23 novembre 1993 .. Arrêté n° R-159 fixant les tarifs de certaines prestations du port autonome de Nouakchott. ....

**Ministère de l'Éducation Nationale***Actes divers*

- 23 novembre 1993 .. Arrêté n° 471 portant admission à la retraite d'un enseignant. ....

**Ministère de la Fonction Publique, du Travail, de la Jeunesse et des Sports***Actes divers*

- 30 octobre 1993 .. Arrêté n° 446 portant titularisation d'un professeur stagiaire de l'enseignement supérieur. ....
- 23 novembre 1993 .. Arrêté n° 469 portant nomination de deux professeurs stagiaires de l'enseignement supérieur. ....
- 23 novembre 1993 .. Arrêté n° 470 portant nomination et titularisation de certains docteurs en médecine. ....
- 5 décembre 1993 .. Décret n° 93-117 portant nomination du président et des membres du Conseil d'Administration de l'Institut National de la Statistique. ....

**III - TEXTES PUBLIÉS A TITRE D'INFORMATION****IV. - ANNONCES**

## II. DÉCRETS, ARRÊTÉS, DÉCISIONS

## Premier Ministère

## ACTES RÉGLEMENTAIRES

**DÉCRET n° 93-113 du 23 novembre 1993 abrogeant et remplaçant le décret n°77-066 du 17 mars 1977 portant organisation d'un établissement public à caractère administratif dénommé "Parc National du Banc d'Arguin et le décret n° 79-275 du 6 octobre 1979 modifiant le décret n°77-066 du 17 mars 1977.**

**ARTICLE PREMIER.** - Il est créé un établissement public à caractère administratif dénommé: "Parc National du Banc d'Arguin".  
Il est doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Son siège est fixé à Nouakchott.

**ART. 2.** - Le Parc National du Banc d'Arguin a pour mission de :

- Veiller à l'application des dispositions du Décret n°76 247 du 24 juin 1976 portant création du Parc National du Banc d'Arguin et de toute autre réglementation en matière de recherche scientifique, de conservation et de production de l'environnement : faune, flore, milieu naturel et sites archéologiques dans les limites géographiques du Parc.
- Aider au suivi et à l'encadrement des activités socio - économiques des communautés habitant dans la zone du Parc de manière à intégrer les concepts de conservation et de développement en vue d'une utilisation durable des ressources.

**ART. 3.** - Le Parc National du Banc d'Arguin est placé sous la tutelle du Premier Ministère.

**ART. 4.** - Le Parc National du Banc d'Arguin est administré par un organe délibérant et un organe exécutif.

En outre, il possède un organe consultatif dénommé Conseil Scientifique du Banc d'Arguin.

**ART. 5.** - L'organe délibérant appelé conseil d'administration est composé comme suit :

*Président :*

Un haut responsable du Secrétariat Général du Gouvernement.

*Membres :*

Un représentant du ministère chargé du Développement Rural et de l'Environnement.  
Un représentant du ministère chargé des Finances

- Un représentant du
- Un représentant de
- Pêche
- Un représentant de
- Tourisme
- Un représentant de
- l'Hydraulique
- Un représentant du
- Un représentant de
- Un représentant du
- Un représentant de
- l'intérieur du Parc
- Un représentant
- internationale du B

Le Président et les d'administration sont nommés pour une période de 3 ans au terme de laquelle ils peuvent être renouvelés. Lorsqu'un membre du conseil d'administration est au cours de son mandat pour lequel il a été nommé, son remplacement dans les fonctions précitées.

**ART. 6.** - Les attributions du conseil d'administration sont définies par le décret n° 90 118 du 19 août 1993 portant l'organisation et le fonctionnement des établissements publics.

**ART. 7.** - L'organe exécutif du Parc National du Banc d'Arguin comprend :

- un directeur nommé par le Premier ministre
- un comptable nommé par le directeur chargé des Finances

**ART. 8.** - Le directeur est chargé de l'exécution des décisions du conseil d'administration. Il rend compte de sa gestion. Il est responsable de l'administration du Parc. Il a autorité sur le personnel duquel il procède dans la limite des crédits prévus au budget de l'Etat et des conditions de rétribution d'administration. Il est chargé de la planification qu'il soumet au conseil d'administration pour approbation ainsi que de l'exécution des programmes de recherche scientifique.

**ART. 9.** - L'agent comptable est chargé de l'exécution des recettes et des dépenses dans les formes prescrites par les règles de la comptabilité publique et selon les modalités du règlement intérieur du Parc.

Il est régisseur unique de la caisse.

Il est justiciable de la Cour des Comptes et doit constituer un cautionnement dont le montant est fixé par le ministre des finances.

**ART. 10.** - La comptabilité du Parc doit être tenue selon les règles de la comptabilité publique.

L'exercice financier s'étend sur la période du 1er janvier au 31 décembre de chaque année.

**ART. 11.** - Il est institué un organe consultatif appelé "conseil scientifique du Banc d'Arguin".

Le conseil scientifique du Banc d'Arguin est un organe consultatif indépendant composé de personnalités scientifiques intéressées sans distinction de nationalité.

Il est chargé de donner un avis consultatif sur les dossiers scientifiques et les programmes de recherche et d'aménagement soumis à son examen par le directeur du Parc ou toute autre partie intéressée, en conformité avec le plan de recherche et les priorités du Parc.

La fonction de membre du conseil scientifique est volontaire et gratuite.

Le conseil établit son propre règlement intérieur, désigne son président et coopte ses membres.

La composition du conseil est approuvée par le conseil d'administration du Parc.

**ART. 12.** - Le Parc National du Banc d'Arguin dispose des ressources ordinaires suivantes :

- une subvention annuelle provenant du budget général de l'Etat
  - un fonds alimenté par les recettes du Parc.
- Les ressources extraordinaires peuvent être constituées par :
- les fonds du concours
  - les subventions régionales
  - les dons et legs
  - toute autre recette provenant d'organismes nationaux ou internationaux.

**ART. 13.** - Les dépenses ordinaires du Parc comprennent tous les frais nécessaires à son fonctionnement, notamment :

- frais d'aménagement et de surveillance
- frais de matériels et produits divers
- émoluments du personnel, impôts et taxes
- frais de gestion générale
- entretien des locaux et des installations
- acquisition des immeubles et véhicules

**ART. 14.** - Le Secrétaire Général du Gouvernement et le ministre des Finances disposent des prérogatives que leur confère l'article 20 de l'ordonnance n° 90-09 du 4 avril portant statut des établissements publics et des sociétés à capitaux publics.

L'autorité de tutelle substitution en ce qui budget des dettes exigibles du Parc

Le budget annuel ainsi sont approuvés par conjointement avec Gouvernement.

L'autorité de tutelle exerce conjointement suspension et d'annulation

les conditions, réserve et du fond l'acceptation et grevés de charges l'achat, l'aliénation mobiliers

les emprunts, L Sont obligatoirement l'autorité de tutelle

le règlement intérieur l'établissement

**ART. 15.** - En dehors précédent, les décisions d'administration peuvent par l'autorité de tutelle compter de la date de des dites délibérations clairement motivée

Les procès-verbaux d'administration doivent tutelle dans un délai compter de la fin de la La date de réception du de cause, être notifiée soins des services de la Les délibérations deviennent exécutoires opposition ou à l'expiration si aucune opposition

**ART. 16.** - Un commissaire décision du ministre de vérification et de l'arrêté rapport pour le conseil

**ART. 17.** - Le personnel d'Arguin peut comprendre des fonctionnaires statut général des cadres âgés du Travail et leurs annexes

**ART. 18.** - Le présent décret n° 77-066 du 17 organisation d'un établissement administratif dénommé d'Arguin, et le décret modifiant le décret n° 77

**ART. 19.** - Le Ministre Général du Gouvernement qui le concerne, de l'ordre sera publié au Journal Islamique de Mauritanie

## Ministère de la Défense Nationale

## ACTES DIVERS

**DÉCRET n° 134 - 93 du 20 novembre 1993 portant promotion définitive d'un officier de la Défense Nationale au grade de capitaine**

**ARTICLE PREMIER.** Est promu au grade définitive de capitaine, le lieutenant Sidi ould Lekh, à compter du 1er octobre 1993.

**ART. 2.** Le Ministre de la Défense Nationale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

## Ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications

## ACTES REGLEMENTAIRES

**DECRET n° 93 - 110 du 17 novembre 1993 portant convocation du college electoral et fixant le calendrier du déroulement de l'élection des conseils municipaux.**

**ARTICLE PREMIER :** Le college électoral est convoqué le vendredi 28 janvier 1994 et, en cas de deuxième tour, le vendredi 4 février 1994 pour élire les conseils municipaux.

**ART. 2.** - Le dépôt des listes candidates auprès des autorités administratives s'effectuera entre le lundi 29 novembre 1993 à 0 heure et le jeudi 9 décembre 1993 à 0 heure.

Un récépissé provisoire de ce dépôt en est délivré.

Les dossiers de candidatures sont examinés par la commission administrative compétente qui, après délibération, délivre un récépissé définitif.

**ART. 3.** La campagne électorale sera ouverte le mercredi 12 janvier 1994 à 0 heure et close le jeudi 27 janvier 1994 à 0 heure.

**ART. 4.** - Le scrutin sera ouvert à 7 heures et clos à 19 heures.

**ART. 5.** Le scrutin s'effectuera sur la base des listes électorales du 30 novembre 1993.

**ART. 6.** Le ministre de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

## ACTES DIVERS

**ARRÊTÉ CONJOINT n° 110 - 93 du 17 novembre 1993 portant désignation des commissions administratives des communes candidates**

**ARTICLE PREMIER.** Les commissions administratives sont désignées au niveau des wilayas conformément à l'article 115 de l'ordonnance n° 115 du 15 août 1987 instituant les Communes.

## 1 - Wilaya du Hodh

**Président :** Wali du Hodh  
**Membres :**

- Abdellahi ould Moh
- la Chambre mixte du
- Dedde ould Taleb Z
- République à Nema.

## 2 - Wilaya du Ho

**Président :** Wali du Ho  
**Membres :**

- Med Sidi ould Bou
- Chambre mixte du T
- Mohameden ould A
- de la République à A

## 3 - Wilaya de

**Président :** Wali Assa  
**Membres :**

- Med Mahmoud oul
- près la Cour d'Appel
- Elemine ould El Be
- près la Cour d'Appel

## 4 - Wilaya du C

**Président :** Wali du C  
**Membres :**

- Med ould Sidi Moh
- Chambre mixte du T
- Ahmed Maouloud o
- de la République à S

**5 - Wilaya du Gorgol***Président* : Wali du Gorgol*Membres* :

- Mohamed Yeslim ould Sidy Jidoummou, président de la Chambre mixte du Tribunal de la Wilaya
- Med Fadel ould Mohamed Salem, procureur de la République à Kaédi.

**6 - Wilaya du Brakna***Président* : Wali du Brakna*Membres* :

- Med ould Ahmed Salem ould Eby, président de la Chambre mixte du Tribunal de la Wilaya
- Mohameden ould Chemad, procureur de la République à Aleg.

**7 - Wilaya du Trarza***Président* : Wali du Trarza*Membres* :

- Ismail ould Sid'El Moctar, président de la Chambre mixte du Tribunal de la Wilaya
- Med ould Med Abderrahmane, procureur de la République à Rosso.

**8 - Wilaya du Tagant***Président* : Wali du Tagant*Membres* :

- Chekroud ould Med, conseiller près la Cour d'Appel de Kiffa
- Mohameden ould Tah ould Eloumna, assesseur à la Chambre Civile et Commerciale du Tribunal de la Wilaya de Nouakchott.

**9 - Wilaya de l'Adrar***Président* : Wali de l'Adrar*Membres* :

- Abderrahmane ould Cheikh Sidy Mohamed, président de la Chambre mixte du Tribunal de la Wilaya

Sidy Ali ould Bey,  
Tribunal de la Wilaya**10 - Wilaya***Président* : Wali de*Membres* :

- Hassena ould Sidy
- Tribunal du Travail
- Debe Salem ould
- Tribunal Moughata

**11 - Wilaya du***Président* : Wali de*Membres* :

- Sidi-Brahim ould
- général près la Cour
- El Mami ould Moh
- la Chambre Civ
- Tribunal de la
- Nouadhibou.

**12 - Wilaya de Dak***Président* : Wali de*Membres* :

- Mohameden ould M
- Chambre Civile
- Nouadhibou
- Mohamed Abdalla
- la République à No

**13 - Wilaya de***Président* : Wali de*Membres* :

- Nagi ould Med Ab
- adjoint de l'admin
- pénitentiaire
- Dahi ould Bedew
- Cour Suprême.

Art. 2 - Les Walis sont élus  
concerne, de l'exécution de  
publié au Journal Officiel  
de Mauritanie.

**Ministère du Plan****ACTES DIVERS**

**DÉCRET n° 93-112 du 23 novembre 1993** portant  
agrément de la Société Mauritano - Espagnole  
d'Industrie et de Commerce (M.E.I.C.) au régime des  
entreprises prioritaires du Code des Investissements.

**ARTICLE PREMIER** - La Mauritano - Espagnole  
d'Industrie et de Commerce (MEIC) est agréée au  
régime des entreprises prioritaires de l'ordonnance  
n° 89-013 du 23 janvier 1989 portant code des  
investissements pour la réalisation de deux unités à  
Nouakchott et à Nouadhibou de production et de  
conditionnement d'eau de javel, de détergents  
liquides et de shampoing.

**Art. 2** - La MEIC bénéficie des avantages suivants :

*a) - Avantages douaniers*

Réduction des droits et taxes perçus à l'entrée  
pour une période de trois (3) ans à compter de la  
date de signature du présent décret sur les  
matériels, matériaux, biens d'équipement et  
pièces de rechange inaliénables comme  
spécifiques au programme d'investissement agréé  
; le montant cumulé desdits droits et taxes est  
réduit à 5 % de leur valeur CAF des biens sus visés

*b) - Avantages*

Exonération de l'impôt  
sur une partie des bénéfices  
pendant une durée de  
premières années d'ex

i) La partie non imposée  
du bénéfice brut d'exploit

ii) Le reliquat de ce bénéfice  
l'impôt conformément

année d'exploitation
première année
deuxième année
troisième année
quatrième année
cinquième année
sixième année

*c) - Avantages en matière de financement*

Réduction de 50 % de la taxe de prestation de service (TIS) sur le coût du crédit concernant les emprunts contractés auprès des institutions nationales en vue du financement du programme d'investissement agréé et du fonds de roulement pendant les six (6) premières années d'exploitation.

*d) - Penetration du marche national*

En cas de dumping manifeste ou de concurrence déloyale, la MEIC peut demander à bénéficier pendant tout ou partie des trois (3) premières années d'exploitation d'une surtaxe tarifaire et dégressive frappant le produit concurrent importé.

*e) Avantages liés à l'exploitation*

Autorisation d'ouvrir auprès des institutions financières un compte en devises approvisionnés, à hauteur de 25% du chiffre d'affaires réalisé à l'exportation des produits manufacturés mauritaniens. Les modalités seront précisées par instruction de la Banque Centrale de Mauritanie.

ART. 3. - La MEIC est tenue de se soumettre aux obligations suivantes :

- a- utiliser en priorité les matériaux, matières premières, produits et services d'origine mauritanienne dans la mesure où ils sont disponibles à des conditions de prix, délai et qualité comparables à celles des mêmes biens d'origine étrangère ;
- b- employer et assurer la formation des cadres, agents de maîtrise et main d'œuvre mauritanienne ;
- c- se conformer aux normes de qualité nationale ou internationale applicables aux biens et services objet de son activité ;
- d- se conformer aux normes de sécurité internationale ;
- e- disposer d'une organisation comptable conforme aux dispositions législatives et réglementaires ;
- f- respecter les dispositions réglementaires relatives au dépôt des accords et contrats portant sur des titres de propriété industrielle ou d'acquisition de technologie ;
- g- fournir les informations devant permettre de contrôler le respect des conditions d'agréments et de suivi des activités de production et de services ;
- h- remplir les obligations fiscales conformément aux dispositions du présent décret.

i- la partie exonérée des l'article 2 alinéa (b) doit être dans un délai maximum de 3 ans dans des participations à capital en titre d'un programme d'investissement. Les sommes à réinvestir sont versées année après année dans des dépenses spéciales du bilan d'investissement".

En particulier, la MEIC, l'Industrie et de Commerce est dirigée par la direction de l'Industrie et à la direction des Impôts le bilan et le compte de l'exercice par des experts agréés en Mauritanie. L'exemplaire dans les quatre (4) mois de chaque exercice.

ART. 4. - Les matériels, d'équipement et pièces de rechange mentionnés à l'alinéa (a) ci-dessus sont ceux visés par le présent décret.

ART. 5. - Le délai d'installation à compter de la date de signature du décret. Passé ce délai et si la mise en œuvre n'est pas effective, les dispositions du présent décret sont considérées " nulles et non avenues".

ART. 6. - La date de mise en œuvre est constatée par arrêté conjoint de la MEIC, de l'Industrie et des Finances, au vu du bilan d'installation prévue à l'alinéa (a) ci-dessus.

ART. 7. - La MEIC est tenue de fournir des emplois permanents conformément à l'étude de faisabilité.

ART. 8. - La société bénéficie de l'exonération de l'article II de l'ordonnance n° 89 portant code des investissements.

ART. 9. - La durée des avantages mentionnés ci-dessus ne peut être prolongée.

ART. 10. - Les biens ayant fait l'objet de droits et taxes à l'entrée mentionnés ci-dessus ne peuvent être cédés par la MEIC sans l'autorisation expresse et préalable du chargé des Finances après avis de la Commission Nationale des Investissements.

ART. 11. - Le non respect des dispositions du présent décret et de l'ordonnance n° 89 portant code des investissements, après avis de la Commission Nationale des Investissements, le retrait de l'agrément se traduira par le remboursement du montant des droits et impôts et allégements fiscaux obtenus en vertu de l'exonération de régime de droit commun à partir de la date de retrait de l'agrément.

Il sera, en outre, fait application des sanctions prévues par le décret 85 164 du 31 juillet 1985 portant application de l'ordonnance 84 020 du 22 janvier 1984 soumettant à autorisation ou déclaration préalable l'exercice de certaines activités industrielles.

ART. 12. Les ministres chargés du Plan, de l'Industrie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**DÉCRET n° 93-114 du 23 novembre 1993 portant agrément de l'Els MOHAMED MAHMOUD OULD BABAH au régime des entreprises prioritaires du Code des Investissements.**

**ARTICLE PREMIER.** - Les Els MOHAMED MAHMOUD OULD BABAH ci après dénommés " Els OULD BABAH " sont agréés au régime des entreprises prioritaires défini par l'ordonnance n° 89-013 du 23 janvier 1989 portant code des investissements pour la réalisation d'une unité de transformation de profilés, cornières, tubes parclosoles pour les besoins des menuiseries, du secteur du bâtiment et de certaines unités industrielles. Cet agrément vaut uniquement pour la réalisation du programme visé ci-dessus.

ART. 2. - Les Els Els OULD BABAH bénéficient des avantages suivants :

*a) - Avantages douaniers*

Réduction des droits et taxes perçus à l'entrée pour une période de trois (3) ans à compter de la date de signature du présent décret sur les matériels, matériaux, biens d'équipement et pièces de rechange reconnaissables comme spécifiques au programme d'investissement agréé ; le montant cumulé desdits droits et taxes est réduit à 5 % de la valeur CAF des biens sus visés.

*b) - Avantages fiscaux*

Exonération de l'impôt dû au titre du BIC portant sur une partie des bénéfices bruts d'exploitation pendant une durée correspondante aux six (6) premières années d'exploitation.

1) La partie non imposable au BIC est fixée à 40% du bénéfice brut d'exploitation.

2) Le reliquat de ce bénéfice brut est assujéti à l'impôt conformément au barème ci après

année d'exploitation	réduction fiscale accordée
première année	50 %
deuxième année	50 %
troisième année	50 %
quatrième année	40 %
cinquième année	30 %
sixième année	20 %

*c) - Avantages en matière*

Réduction de 50 % de service (TFS) sur le coût des emprunts contractés nationales en vue du financement d'investissement agréé pendant les six (6) premières années d'exploitation.

*d) - Penetration du*

En cas de dumping mal déloyale, les Els OULD BABAH bénéficieront pendant les premières années d'exploitation d'une exonération tarifaire et dégressive concurrent importé.

*e) Avantages liés*

Autorisation d'ouvrir des comptes financiers un compte à hauteur de 25% du capital de l'exportation des produits mauritaniens. Les modalités d'instruction de la Banque

ART. 3. - Les Els OULD BABAH soumettent aux obligations suivantes :

- a) utiliser en priorité les matières premières, produits mauritaniens disponibles à des conditions de qualité comparable d'origine étrangère ;
- b) employer et assurer les agents de maîtrise mauritaniens ;
- c) se conformer aux normes nationales ou internationale des services objet de son activité ;
- d) se conformer aux normes internationales ;
- e) disposer d'une capital conforme aux dispositions réglementaires ;
- f) respecter les dispositions relatives au dépôt portant sur des titres ou d'acquisition de biens ;
- g) fournir les informations pour contrôler le respect et le suivi des activités services.



- h) remplir les obligations fiscales conformément aux dispositions du présent décret
- i) la partie exonérée des bénéfices prévue à l'article 2 alinéa (b) doit être réinvestie dans un délai maximum de 3 ans dans l'entreprise ou dans des participations à d'autres entreprises au titre d'un programme d'investissement agréé. Les sommes à réinvestir doivent être inscrites année après année dans un compte de réserves spéciales du bilan intitulé "réserves d'investissement".

En particulier, les Ets OULD BABAH sont tenus de présenter à la direction de l'Industrie et à la direction générale des Impôts le bilan et le compte d'exploitation certifiés par des experts agréés en Mauritanie en double exemplaire dans les quatre (4) mois suivant la clôture de chaque exercice.

ART. 4. Les matériels, matériaux, biens d'équipement et pièces de rechange visés à l'article 2 alinéa (a) ci dessus sont ceux de la liste annexée au présent décret.

ART. 5. Le délai d'installation est fixé à trois (3) ans à compter de la date de signature du présent décret passé ce délai et si la mise en œuvre du projet n'est pas effective, les dispositions du présent décret sont considérées "nulle et non avenues".

ART. 6. La date de mise en exploitation sera constatée par arrêté conjoint des ministres chargés de l'Industrie et des Finances au plus tard à la fin de la période d'installation prévue à l'article 5 ci dessus.

ART. 7. Les Ets OULD BABAH sont tenus de créer trente trois (33) emplois dont six (6) cadres conformément à l'étude de faisabilité.

ART. 8. L'Ets OULD BABAH bénéficient des garanties prévues au titre II de l'ordonnance n° 89-013 du 23 janvier 1989 portant code des investissements.

ART. 9. La durée des avantages accordés à l'article 2 ci dessus ne peut être prolongée.

ART. 10. Les biens ayant fait l'objet d'une réduction des droits et taxes à l'entrée cités à l'article 2 ci dessus ne peuvent être cédés par l'entreprise qu'avec l'autorisation expresse et préalable du ministre chargé des Finances après avis favorable de la Commission Nationale des Investissements.

ART. 11. Le non respect des dispositions du présent décret et de l'ordonnance n° 89-013 du 23 janvier 1989 portant code des investissements entraînera, après avis de la Commission Nationale des Investissements, le retrait de l'agrément. Ce retrait se traduira par le remboursement au Trésor Public du montant des droits et impôts afférents aux allégements fiscaux obtenus pendant la période écoulée et la soumission de l'investissement au régime de droit commun à partir de la date fixée par le décret de retrait de l'agrément.

Il sera, en outre, Tâdî'aj) prévues par le décret 857 portant application de l'Ordonnance du 23 janvier 1984 soumettant à déclaration préalable l'exercice industrielles.

ART. 12. Les ministres de l'Industrie et des Finances et celui qui le concerne, de l'exécution sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

*DECRET n° 93-115 du 23 décembre 1993 portant agrément de la Société de Commerce (S.C.D.) au régime des investissements.*

ARTICLE PREMIER. La Société des Dattes (S.C.D.) est une entreprise prioritaire définie à l'article 013 du 23 janvier 1989 portant code des investissements pour la réalisation d'investissement destiné à Dattes à Atar.

ART. 2. La Société de Commerce bénéficie des avantages suivants :

a) *Avantage*  
Réduction des droits et taxes à l'entrée sur une période de trois (3) ans à compter de la date de signature du présent décret pour les matériels, matériaux, biens d'équipement et pièces de rechange reconnus nécessaires au programme d'investissement cumulé desdits droits et taxes à la valeur CAF de

b) *Avantage*  
Exonération de l'impôt sur une partie des bénéfices pendant une durée de six premières années d'exploitation :

1. La partie non imposable : 40% du bénéfice brut
2. Le reliquat de ce bénéfice est imposable à l'impôt conformément à la loi.

année d'exploitation	ré
première année	
deuxième année	
troisième année	
quatrième année	
cinquième année	
sixième année	

Exonération des droits frappant les actes constatant la constitution des sociétés et les augmentations de capital nécessaires à la réalisation du programme d'investissement agréé.

*c) - Avantages en matière de financement*

Attribution du taux d'intérêt le plus favorable et Réduction de 50 % de la taxe de prestation de service (TIS) sur le coût du crédit concernant les emprunts contractés auprès des institutions nationales en vue du financement du programme d'investissement agréé et du fonds de roulement pendant les six (6) premières années d'exploitation.

*d) - Pénétration du marché national*

En cas de dumping manifeste ou de concurrence déloyale, la Société de Conditionnement des Dattes peut demander à bénéficier pendant tout ou partie des trois (3) premières années d'exploitation d'une surtaxe tarifaire et dégressive frappant le produit concurrent importé.

*e) Avantages liés à l'exploitation*

Autorisation d'ouvrir auprès des institutions financières nationales un compte en devises approvisionnés, à hauteur de 25% du chiffre d'affaires réalisé à l'exportation des produits manufacturés mauritaniens. Les modalités de fonctionnement de ce compte seront précisées par instruction de la Banque Centrale de Mauritanie.

**ART. 3. -** La Société de Conditionnement des Dattes est tenue de se soumettre aux obligations suivantes :

- a- utiliser en priorité les matériaux, matières premières, produits et services d'origine mauritanienne dans la mesure où ils sont disponibles à des conditions de prix, délai et qualité comparables à celles des mêmes biens d'origine étrangère ;
- b- employer et assurer la formation des cadres, agents de maîtrise et main - d'œuvre mauritanienne ;
- c- se conformer aux normes de qualité nationale ou internationale applicables aux biens et services objet de son activité ;
- d- se conformer aux normes de sécurité internationale ;
- e- disposer d'une organisation comptable conforme aux dispositions législatives et réglementaires ;

- f- respecter les dispositions relatives au dépôt portant sur des titres ou d'acquisition de titres ;
- g- fournir les informations nécessaires pour contrôler le respect des engagements d'agréments et de production et de service ;
- h- remplir les obligations aux dispositions du présent décret ;
- i- la partie exonérée de l'article 2 alinéa (b) d'un délai maximum de six (6) mois ou dans des parts d'entreprises au titre d'investissement à réinvestir doivent être réinvesties dans un compte du bilan intitulé "réserves".

En particulier, la Société de Conditionnement des Dattes est tenue de présenter à l'Industrie et à la direction du Commerce l'annuaire bilan et le compte d'exploitation des experts agréés en Mauritanie dans les quatre (4) mois suivant l'exercice.

**ART. 4. -** Les matériels d'équipement et pièces de rechange visés à l'alinéa (a) ci dessus sont ceux prévus au présent décret.

**ART. 5. -** Le délai d'installation à compter de la date de signature du présent décret.

**ART. 6. -** La date de mise en service constatée par arrêté conjoint de l'Industrie et des Finances.

**ART. 7. -** La Société de Conditionnement des Dattes est tenue de créer, neuf (9) mois après la signature du présent décret, conformément à l'étude de faisabilité.

**ART. 8. -** La société bénéficie du titre II de l'ordonnance n° 85 portant code des investissements.

**ART. 9. -** La durée des avantages ci dessus ne peut être prolongée.

**ART. 10. -** Les biens ayant fait l'objet des droits et taxes à l'entrée dans le pays ci dessus ne peuvent être cédés sans l'autorisation expresse et écrite du chargé des Finances après avis de la Commission Nationale des Investissements.

ART. 11 - Le non respect des dispositions du présent décret et de l'ordonnance n° 89-013 du 23 janvier 1989 portant code des investissements entraînera, après avis de la Commission Nationale des Investissements, le retrait de l'agrément ; ce retrait se traduira par le remboursement au Trésor Public du montant des droits et impôts afférents aux allègements fiscaux obtenus pendant la période écoulée et la soumission de l'investissement au régime de droit commun à partir de la date fixée par le décret de retrait de l'agrément.

Il sera, en outre, fait application des sanctions prévues par le décret 85-164 du 31 juillet 1985 portant application de l'ordonnance 84-020 du 22 janvier 1984 soumettant à autorisation ou déclaration préalable l'exercice de certaines activités industrielles.

ART. 12. - Les ministres chargés du Plan, de l'Industrie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**DECRET n° 93-116 du 23 novembre 1993 portant agrément de la Société de Laitière de Mauritanie au régime des entreprises prioritaires du Code des Investissements.**

ARTICLE PREMIER - La Société Laitière de Mauritanie est agréée au régime des entreprises prioritaires défini par l'ordonnance n° 89-013 du 23 janvier 1989 portant code des investissements pour la réalisation d'un programme d'extension de son unité de pasteurisation du lait de chèvres et de vaches et la fabrication du fromage de chèvres. Cet agrément vaut uniquement pour la réalisation du programme visé ci-dessus.

ART. 2. - La société L.M. bénéficie des avantages suivants :

*a) - Avantages douaniers*

Réduction des droits et taxes perçus à l'entrée pour une période de trois (3) ans à compter de la date de signature du présent décret sur les matériels, matériaux, biens d'équipement et pièces de rechange reconnaissables comme spécifiques au programme d'investissement agréé ; le montant cumulé desdits droits et taxes est réduit à 5 % de la valeur CAF des biens sus visés.

*b) - Avantages fiscaux*

Exonération de l'impôt dû au titre du BIC portant sur une partie des bénéfices bruts d'exploitation pendant une durée correspondante aux six (6) premières années d'exploitation.

i) La partie non imposable du bénéfice brut d'exploitation

ii) Le reliquat de ce bénéfice imposable de l'impôt conformément à la loi

année d'exploitation vobis re

première année  
deuxième année  
troisième année  
quatrième année  
cinquième année  
sixième année

*c) - Avantages en matière de*

Réduction de 50 % de service (TIS) sur le coût des emprunts contractés nationales en vue du financement d'investissement agréé pendant les six (6) premières années d'exploitation

d) - Pénalisation du dumping En cas de dumping mal déloyal, la Laitière demander à bénéficier de trois (3) premières années de surtaxe tarifaire et dégrèvement concurrent importé.

e) - Avantages liés à l'exportation Autorisation d'ouvrir des comptes financiers à hauteur de 25% du capital exporté des produits mauritaniens Les modalités de l'instruction de la Banque

ART. 3 - La Société Laitière de Mauritanie se soumettra aux obligations suivantes :

- a) utiliser en priorité les produits mauritaniens disponibles à des conditions de qualité comparables d'origine étrangère ;
- b) employer et assurer les agents de maîtrise mauritaniens ;
- c) se conformer aux normes nationales ou internationale des services objet de son activité ;
- d) se conformer aux normes internationales.

- e disposer d'une organisation comptable conforme aux dispositions législatives et réglementaires ;
- f respecter les dispositions réglementaires relatives au dépôt des accords et contrats portant sur des titres de propriété industrielle ou d'acquisition de technologie ;
- h la partie exonérée des bénéfices prévue à l'article 2 alinéa (b) doit être réinvestie dans un délai maximum de 3 ans dans l'entreprise ou dans des participations à d'autres entreprises au titre d'un programme d'investissement agréé ; les sommes à réinvestir doivent être inscrites année après année dans un compte de réserves spéciales du bilan intitulé "réserves d'investissement".

En particulier, la LM est tenue de présenter à la direction de l'Industrie et à la direction générale des Impôts le bilan et le compte d'exploitation certifiés par des experts agréés en Mauritanie en double exemplaire dans les quatre (4) mois suivant la clôture de chaque exercice.

ART. 4. - Les matériels, matériaux, biens d'équipement et pièces de rechange visés à l'article 2 alinéa (a) ci dessus sont ceux de la liste annexée au présent décret.

ART. 5. - Le délai d'installation est fixé à trois (3) ans à compter de la date de signature du présent décret.

ART. 6. - La date de mise en exploitation sera constatée par arrêté conjoint des ministres chargés de l'Industrie et des Finances.

ART. 7. - La L. M. est tenue de créer treize (13) emplois supplémentaires conformément à l'étude de faisabilité.

ART. 8. - La société bénéficie du régime fiscal prévu au titre II de l'ordonnance n° 110/84 portant code des investissements.

ART. 9. - La durée des avis ci dessus ne peut être prolongée.

ART. 10. - Les biens avant l'expiration des délais des droits et taxes à l'exportation ci dessus ne peuvent être exportés sans l'autorisation expresse du ministre chargé des Finances et de la Commission Nationale de l'Investissement.

ART. 11. - Le non respect des dispositions du décret et de l'ordonnance n° 110/84 portant code des investissements, le retrait de l'avis de la Commission Nationale de l'Investissement, le retrait de l'avis de la Commission Nationale de l'Investissement se traduira par le remboursement du montant des droits et taxes et des avantages fiscaux obtenus, l'annulation des exonérations et la soumission au régime de droit commun. Le décret de retrait de l'avis sera publié au Journal Officiel.

Il sera, en outre, fait application des dispositions prévues par le décret n° 110/84 portant application de la loi n° 110/84 soumettant à la déclaration préalable l'exportation des produits industriels.

ART. 12. - Les ministres de l'Industrie et des Finances et de l'Équipement et des Transports, qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

#### Ministère de l'Équipement et des Transports

#### ACTES RÉGLEMENTAIRES

ARRÊTÉ n° R - 159 du 23 novembre 1993 fixant les tarifs de certaines prestations du port autonome de Nouakchott dit "Port de l'Amitié".

ARTICLE PREMIER. Les taxes du port autonome de Nouakchott dit "Port de l'Amitié" sont fixées pour les produits et navires suivants ainsi qu'il suit :

A - Navires de pêche  
Taxe de Port :  
Poisson (toute espèce) : 210 UM/Tonne

2. Taxe de séjour :  
Jusqu'à 200 TJB :  
de 201 à 400 TJB :  
plus de 400 TJB :

B - Taxes  
1. Catégorie UM/Bateau/marchandise  
Cette catégorie comprend :  
le ciment  
l'huile  
le sucre  
le suif  
la farine  
le blé en vrac

2	Catégorie	2	20.000
	UM/Bateau/manutentionnaire		
Cette catégorie comprend les navires transportant le blé en sac le riz			
3	Catégorie	3	12.000
	UM/Bateau/manutentionnaire		
Cette catégorie comprend tout navire transportant un produit non cité aux catégories 1 et 2			

ART 2 - Le présent arrêté a certaines dispositions à compter du 1<sup>er</sup> décembre 1992 fixant le Port Autonome de Nouakchott.

ART 3 - Le directeur général de l'Administration de la Marine de Nouakchott dit "Port Autonome" est chargé de l'application du présent arrêté. Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Ministère de l'Éducation Nationale

#### ACTES DIVERS

**ARRÊTÉ n° 471 du 23 novembre 1993 portant admission à la retraite d'un enseignant**

ARTICLE PREMIER. Monsieur Ahmed ould Salimeya, moniteur de 11<sup>e</sup> échelon, indemnisé à compter du 1/1/92 admis à faire valoir ses droits à la retraite.

ART 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Ministère de la Fonction Publique, du Travail, de la Jeunesse et du Sport

#### ACTES DIVERS

**ARRÊTÉ n° 446 du 30 octobre 1993 portant titularisation d'un professeur stagiaire de l'enseignement secondaire**

ARTICLE PREMIER. Monsieur Mohamed Mahmoud ould Elemine, professeur stagiaire de l'enseignement secondaire niveau A1 (Indice 1010) depuis le 1/1/87, est, à compter du 1/1/89 titularisé professeur de l'enseignement secondaire niveau A1, 1<sup>er</sup> échelon (indice 1010) AC néant.

ART 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.